

Délégation générale à la langue française et aux langues de France

**Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande
portant sur les prestations d’accompagnement éditorial, de rédaction,
de conception et de réalisation graphique
du rapport au Parlement sur la langue française**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Numéro de consultation : 2025-16-DGLFLF

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR.....	4
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 4 - FORME DU MARCHÉ	4
ARTICLE 5 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE	5
5.1 - Cadre général.....	5
5.2 - Reconduction de l'accord-cadre	5
ARTICLE 6 - LIEU D'EXÉCUTION	5
ARTICLE 7 - TRANCHES OPTIONNELLES	5
ARTICLE 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
ARTICLE 9 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	6
9.1 - Représentation des parties.....	6
9.1.1 - Représentation du pouvoir adjudicateur	6
9.1.2 - Représentation du titulaire.....	6
9.1.3 - Mise en place de l'équipe dédiée à l'exécution du marché	7
9.1.4 - Remplacement des intervenants.....	7
9.2 - Délais d'exécution.....	8
9.2.1 - Généralités.....	8
9.2.2 - Cas des échanges et relectures des livrables préparatoires.....	8
9.3 - Exigences relatives aux prestations.....	8
9.4 - Émission et exécution des bons de commande	8
9.5 - Pilotage des prestations.....	9
9.6 - Obligation de l'acheteur	10
9.7 - Obligations du titulaire	10
9.7.1 - Obligation de conseil	10
9.7.2 - Obligation d'information.....	10
9.7.3 Mesures de sécurité	11
9.7.4 - Responsabilité du titulaire.....	11
9.7.5 - Réactivité.....	11
9.8 - Égalité professionnelle et lutte contre les discriminations.....	11
9.9 - Promotion de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »	12
9.10 - Conditions d'exécution à caractère environnemental.....	13
9.11 - Traitement de données à caractère personnel	13
9.12 - Clause de confidentialité	19
9.13 - Conflit d'intérêt	20
9.13.1 - Définition du conflit d'intérêts.....	20
9.13.2 - Prévention du conflit d'intérêts	20
9.13.3 - Déclaration et communication obligatoire.....	20
9.13.4 - Conséquence de la présence de conflit d'intérêts.....	20
9.14 - Constatation de l'exécution des prestations et admission.....	20
9.14.1 - Contrôle	20
9.14.2 - Vérifications qualitatives et quantitatives	21

9.14.3 - Décision après vérifications	21
9.15 - Régime des droits de propriété intellectuelle	21
9.15.1 - Définitions des résultats	21
9.15.2 - Dispositions générales.....	21
9.15.3 - Régime juridique des résultats.....	22
9.16 - Pénalités.....	22
9.16.1 - Pénalités liées à l'exécution des prestations.....	23
9.16.2 - Pénalités de retard	23
9.16.3 - Plafonnement des pénalités.....	24
9.16.4 - Seuil d'exonération des pénalités	24
ARTICLE 10 - REGIME FINANCIER.....	24
10.1 - Forme et contenu des prix	24
10.2 - Variation des prix	25
10.3 - Avances.....	27
10.4 - Modalités financières.....	28
10.4.1 - Répartition des paiements.....	28
10.4.2 - Intérêts moratoires.....	28
10.5 - Modalités de facturation.....	29
10.5.1 - Mentions obligatoires.....	29
10.5.2 - Taux de TVA	29
10.5.3 - Monnaie	29
10.5.4 - Transmission des factures.....	29
10.6 - Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	30
ARTICLE 11 - DISPOSITIONS DIVERSES.....	34
11.1 - Échanges dématérialisés.....	34
11.2 - Langue pour les documents administratifs	34
11.3 - Sous-traitance	35
11.4 - Assurances	36
11.5 - Autres obligations administratives.....	36
11.6 - Résiliation	37
11.7 - Exécution aux frais et risques du titulaire.....	37
11.8 - Différends.....	37
11.8.1 - Principes communs au règlement amiable des différends	38
11.8.2 - Possibilité de recourir au médiateur interne du ministère de la Culture	38
11.8.3 - Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au médiateur des entreprises	39
11.8.4 - Juridiction compétente.....	40
ARTICLE 12 - DÉROGATIONS AU CCAG-PI	40
Modalités de remplacement des intervenants	40

Article 1 - IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Ministère de la Culture
Délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF)
3, rue de Valois
75001 Paris

Article 2 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché public a pour objet la production du Rapport au Parlement sur la langue française, publié par le ministère de la Culture.

Cela inclut des prestations de conception et de réalisation complètes, de la phase de conseil et d'accompagnement éditorial, de rédaction, d'entretiens, de maquettage des textes, d'illustrations et d'iconographie, de gestion des contrats de droits de l'auteur jusqu'à la livraison des fichiers prêts à l'impression (BAT) à l'administration. Les prestations d'impression et de diffusion ne font pas partie du marché public.

Ce marché porte sur des prestations de services.

Code CPV principal : 79970000-4 - Services d'édition.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Article 3 - ALLOTISSEMENT

Le présent marché n'est pas alloti.

L'allotissement des prestations conduirait à une complexification contre-productive tant en organisation administrative que du point de vue de la logique de réalisation et de suivi global des prestations. Cette complexification entraînerait en outre un surcoût financier.

Article 4 - FORME DU MARCHÉ

Le marché est passé selon la technique d'achat de l'accord-cadre prévue à l'article L.2125-1-1° du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est mono-attributaire, ce qui signifie qu'il est attribué à un seul opérateur économique. L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande selon les dispositions des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code susvisé.

En application de l'article R.2162-4 2° du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum de 250 000 € HT soit 300 000 € TTC sur toute la durée de l'accord-cadre.

Il convient toutefois de préciser que le montant maximal indiqué ci-dessus n'est pas un montant de consommation envisagé sur la durée de l'accord-cadre. Il est une estimation d'un seuil au-delà duquel le marché prendra obligatoirement fin, que le marché soit ou non arrivé à son échéance. L'acheteur ne sera pas obligé d'atteindre ou de se rapprocher du maximum de commande.

Ce montant maximum n'inclut pas les différents frais liés à l'acquisition des visuels et à l'obtention de leurs droits d'exploitation, qui sont pris en charge par le titulaire et traités conformément aux conditions précisées dans la convention de mandat de gestion.

À titre prévisionnel, le montant estimatif des dépenses liées à l'acquisition des visuels et de leurs droits d'exploitation pris en charge par le titulaire pour le compte du ministère s'élève à 20 000 € HT soit 24 000 € TTC sur toute la durée de l'accord-cadre.

Article 5 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

5.1 - Cadre général

L'accord-cadre est d'une durée de vingt-quatre (24) mois, hors reconduction(s) éventuelle(s). La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

5.2 - Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut être reconduit une (1) fois pour une durée de douze (12) mois par tacite reconduction. La durée de l'accord-cadre ne peut excéder trente-six (36) mois.

Le titulaire ne peut pas s'opposer à la décision de l'administration quant à la reconduction ou à la non-reconduction de l'accord-cadre.

Dans le cas où l'acheteur déciderait de ne pas reconduire l'accord-cadre, il en informe le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception un (1) mois avant la fin de la période en cours.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande précédemment émis continuent à s'exécuter jusqu'à la fin de leur durée de validité. Le titulaire ne saurait prétendre à une indemnité du fait de la non-reconduction de l'accord-cadre.

Article 6 - LIEU D'EXÉCUTION

Les prestations sont effectuées pour l'essentiel dans les locaux du titulaire. Les réunions prévues par l'accord-cadre pourront se tenir soit en présentiel, soit à distance (visioconférence). Dans le cas d'une réunion en présentiel, celle-ci se déroulera dans les locaux du ministère de la Culture à l'adresse suivante :

Ministère de la Culture
3, rue de Valois
75001 Paris

Article 7 - TRANCHES OPTIONNELLES

Le présent accord-cadre ne comporte pas de tranches.

Article 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Conformément à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière, le bordereau des prix unitaires (BPU);
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le CCAG-PI approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci s'y réfère ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toutes les conditions générales de vente ou autres mentions figurant dans la proposition commerciale transmise par le titulaire à l'appui de son offre qui seraient contraires aux dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-dessus sont réputées non écrites.

Article 9 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

9.1 - Représentation des parties

9.1.1 - Représentation du pouvoir adjudicateur

Dès la notification du marché, le représentant de la DGLFLF désigné par le pouvoir adjudicateur est chargé du suivi de l'exécution des prestations.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de tout changement lié à son représentant.

9.1.2 - Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un interlocuteur unique pour l'acheteur, qui dispose du savoir-faire et qui a compétence, qualité et autorité pour assurer notamment la conduite, la direction, la coordination, la réalisation, la gestion et le bon fonctionnement pour l'exécution du marché.

Cet interlocuteur est le contact principal et privilégié de la DGLFLF pendant la durée du marché.

L'interlocuteur doit être joignable facilement par téléphone et par courrier électronique. Il peut enclencher une intervention pour toute anomalie. Il doit être présent aux réunions auxquelles il est convoqué par le représentant du ministère de la Culture. Il est également habilité à recevoir par courriel les décisions administratives pouvant intervenir : décisions de notification, de résiliation, de mises en demeure, etc. Il dispose notamment des pouvoirs nécessaires afin de prendre toute décision requise par la situation. Cet interlocuteur est désigné par dérogation au CCAG de référence dans l'offre du titulaire. Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

9.1.3 - Mise en place de l'équipe dédiée à l'exécution du marché

Le titulaire désigne dans le mémoire technique remis à l'appui de son offre la composition de l'équipe intervenante pour la réalisation des prestations du marché.

Le titulaire s'engage à informer l'acheteur de tout changement de personne affectée pour réaliser les prestations. Dans le cas où cette (ces) personne(s) n'est (ne sont) plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de 5 jours à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le (ou les) remplaçant(s) proposé(s) par le titulaire est (sont) considéré(s) comme accepté(s) par l'acheteur si celui-ci ne le (les) récusé pas dans le délai de 15 jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur récusé le (les) remplaçant(s), le titulaire dispose d'une semaine pour proposer d'autres remplaçants.

La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les personnels du titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du titulaire. Il lui appartient de mettre en œuvre dans les meilleurs délais un remplacement du personnel manquant sans impacter la qualité des prestations ni leur délai de réalisation.

Le présent article déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

9.1.4 - Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire.

De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplacement est soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur. Tout refus sera motivé.

Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG-PI, le titulaire procède au remplacement des intervenants dans le délai de 5 jours ouvrés, à compter de la date d'approbation du remplacement par le pouvoir adjudicateur. Le ministère peut récuser les nouveaux intervenants dans les 10 jours ouvrés.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

9.2 - Délais d'exécution

9.2.1 - Généralités

Les délais d'exécution sont fixés soit dans le présent document, soit dans le CCTP.

Le point de départ du délai d'exécution est la notification du marché, tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement.

En outre, lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé, dans les conditions prévues au CCAG/PI.

9.2.2 - Cas des échanges et relectures des livrables préparatoires

Durant la période de réalisation, et sur accord des parties, il peut y avoir des échanges entre le titulaire et l'acheteur. Ces échanges pour avis ne justifient pas une prolongation de délai d'exécution. Ils sont distincts des opérations de vérification.

Les remises des livrables se font dans les conditions fixées aux CCTP et rappelées lors de la réunion de démarrage du marché.

9.3 - Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

9.4 - Émission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Le bon de commande est établi sur la base des prix figurant dans le bordereau des prix unitaires.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro de référence du marché (indiqué sur l'acte d'engagement) ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- l'objet du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation des unités d'œuvres (UO) et la quantité des prestations commandées ;
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de 3 jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 6 mois suivant la fin du marché.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

9.5 - Pilotage des prestations

Le pilotage des prestations est réalisé dans le cadre des réunions régulières entre le représentant de l'acheteur et le titulaire.

La prestation débute par une réunion de démarrage ou de lancement du marché au cours de laquelle le pouvoir adjudicateur présente l'organisation du projet, s'assure de la bonne compréhension mutuelle des prestations, rappelle la nature des livrables et le planning associé, rappelle le processus de validation / acceptation des livrables, agréé le mode de reporting du prestataire (mise en œuvre pratique des dispositions stipulées dans le marché : fréquence des réunions d'avancement, nature et formalisme des comptes-rendus, etc.) et précise les modes de communication et/ou de sollicitation de l'acheteur envers le titulaire et inversement.

En cours d'exécution du marché, à minima, une réunion de lancement de chaque phase et une réunion à l'issue de chaque phase est organisée, afin de s'assurer de l'adéquation entre le besoin exprimé et les prestations réalisées.

Ces réunions aborderont, notamment, les points suivants :

- respect du planning (tâches engagées, tâches closes), voir le système de pénalités décrit dans le présent document ;
- mise à jour des écarts/dérives éventuels (besoin exprimé, prestation...) et identification des actions correctives et préventives ;
- points techniques ouverts ;

- bilan des actions non closes ;
- échanges et avis sur les documents de travail du titulaire. Ces avis sont distincts des opérations de vérifications ;
- définition des tâches à venir.

Ces réunions peuvent se tenir soit en présentiel dans les locaux du ministère (Paris) soit en visioconférence.

À l'issue de chaque réunion, un compte-rendu est rédigé par le titulaire. Celui-ci doit être adressé au pouvoir adjudicateur sous 5 jours ouvrés après la réunion.

En l'absence d'observations de l'acheteur sous 5 jours après réception, le compte-rendu est réputé validé et devient opposable aux deux parties.

Le prix de ces réunions et de suivi est inclus dans les prix des prestations du BPU du marché.

9.6 - Obligation de l'acheteur

L'acheteur s'engage à fournir au titulaire toutes les informations qu'il lui sera possible de rassembler et qui sont de nature à assurer la réalisation dans les meilleures conditions des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché.

L'acheteur s'engage également à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du marché.

9.7 - Obligations du titulaire

9.7.1 - Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques ou les menaces identifiés et propose des actions préventives et correctives pour les réduire.

9.7.2 - Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler sans délais à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

L'acheteur s'engage à collaborer en bonne intelligence avec le titulaire tout au long de l'exécution du marché.

9.7.3 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP. Le présent accord-cadre fait application des articles 32 à 37 du CCAG-PI.

9.7.4 - Responsabilité du titulaire

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat concernant le respect des délais de réalisation et la conformité technique des prestations aux spécifications du CCTP.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et l'ensemble des moyens humains, techniques et organisationnels pour assurer la continuité du service.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

9.7.5 - Réactivité

Sans diminuer pour autant ses obligations contractuelles vis-à-vis de la DGLFLF notamment en termes de niveau de qualité des prestations, et plus généralement de respect de l'ensemble de ses obligations, le titulaire doit pouvoir répondre aux demandes spécifiques de l'acheteur avec un niveau de réactivité élevé.

Les demandes exprimées par l'acheteur qui concernent des événements dus au titre du présent marché doivent pouvoir être satisfaites dans un délai adapté à la situation d'urgence indiquée par l'acheteur.

Le titulaire s'efforcera de mettre en œuvre les moyens pour assurer les prestations prévues sans que l'acheteur n'ait besoin de lui signaler.

9.8 - Égalité professionnelle et lutte contre les discriminations

Le ministère de la Culture est détenteur depuis 2017 des labels « Égalité professionnelle » et « Diversité » délivrés par l'AFNOR.

Il s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et des outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;
- un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Le ministère s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, à favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et à développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le ministère de la Culture souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il est demandé au titulaire de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Égalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le ministère.

Ce questionnaire n'est exigé que du seul titulaire. Il prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution du marché si le pouvoir adjudicateur lui en fait la demande. Celle-ci peut intervenir, par exemple, un mois avant l'échéance du marché. Le représentant de l'acheteur compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

9.9 - Promotion de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »

Le ministère de la Culture s'est engagé dans une démarche « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) avec la signature le 13 avril 2023 de la charte du même nom.

Par cet engagement, le ministère encourage notamment ses fournisseurs :

- à construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées ;
- au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement ;
- à s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la charte « Relations fournisseurs et achats responsables » ;
- l'obtention du label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) ;
- et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le médiateur des entreprises et le conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche. Pour toute information, consultez le site internet : <http://www.rfar.fr>

9.10 - Conditions d'exécution à caractère environnemental

De sorte à engager le titulaire dans une démarche visant à la réduction de son impact sur l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Durant l'exécution des prestations, il s'assure du respect de ces obligations environnementales et communique, sur demande de l'administration, les éléments de preuve associés. Il est attendu que le titulaire :

- favorise les déplacements en transport en commun, notamment en train. Les déplacements en avion doivent être exceptionnels ;
- privilégie les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence) ;
- prévoit une extinction complète des systèmes d'éclairage dans les bureaux aux horaires non travaillés ;
- mette en place une politique numérique écoresponsable (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des courriels et envois raisonnés).

Pour chaque prestation, la description des livrables que le titulaire doit exécuter est précisée dans le CCTP.

Sauf indication contraire, tous les livrables seront fournis au format électronique. Le titulaire s'engage à conserver les livrables dans un lieu sécurisé.

9.11 - Traitement de données à caractère personnel

Le principe selon lequel « l'acheteur est toujours responsable de traitement, le titulaire est toujours sous-traitant (au sens du RGPD) » doit être nuancé et apprécié au cas par cas.

Les acheteurs sont invités à consulter la fiche de la CNIL thématique et les lignes directrices de l'EDPB avant de choisir le régime de leur clause RGPD :

<https://www.cnil.fr/fr/commande-publique-quel-acteur-est-responsable-au-regard-du-rgpd>

Il convient de préciser que la qualification de qui est responsable de traitement et qui est sous-traitant (au sens du RGPD) dans le contrat doit correspondre à la réalité opérationnelle car, en cas de litige, le juge ne sera pas tenu par les termes du contrat.

Pour l'exécution du marché public, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Dès la notification du marché, il communique à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD), **ou, à défaut, d'une personne référente en charge de ces questions.** L'acheteur est responsable du traitement des données à caractère personnel. Le titulaire est sous-traitant au sens du RGPD.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du présent marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Précisions terminologiques :

Dans le cas présent, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché.

Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractères personnel :

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations décrites dans le CCTP.

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée de correspondance à la durée d'exécution du présent marché public.

La ou les finalité(s) du traitement sont la fourniture des solutions et prestations décrites dans le CCTP.

Les types de données à caractère personnel traitées sont les suivantes : nom, prénom, adresse

électronique, identifiants de connexion, adresse IP, les enregistrements sonores ou audiovisuels et les fonctions/titres des personnes interviewées.

Les catégories de personnes concernées par les données sont les suivantes : les agents du ministère utilisateurs des solutions, ainsi que les personnes extérieures amenées à les utiliser, notamment les contributeurs internes et externes au Rapport au Parlement, les personnes faisant l'objet d'entretiens ou de témoignages dans le cadre de la mission éditoriale.

Données sensibles :

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions (« données sensibles »), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

Sauf instruction contraire et spécifique de l'acheteur, le titulaire n'est pas autorisé à traiter de données sensibles.

Mise en œuvre du traitement :

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché public ;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées de l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur ;
3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;

Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé.

À défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le titulaire suspend tout transfert et se rapproche de l'acheteur pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution du marché permettant le respect des exigences du RGPD. Si les modalités d'exécution ne peuvent être

adaptées, l'acheteur procède à la résiliation du marché pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;

5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Sous-traitance des activités de traitement :

Lorsque le titulaire (qui est, pour rappel, sous-traitant au sens RGPD), fait appel à un sous-traitant (au sens de la commande publique) pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur (le responsable de traitement au sens du RGPD). Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché public pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données.

Le titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard de l'acheteur, de l'exécution des obligations du sous-traitant conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le titulaire informe l'acheteur de tout manquement du sous-traitant à ses obligations contractuelles.

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement :

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données. La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par

le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

Le titulaire doit pouvoir garantir, pendant toute la durée des prestations, que l'intégralité des données à caractère personnel qu'il traite dans le cadre de l'exécution du marché en qualité de sous-traitant RGPD sont traitées et plus généralement rendues accessibles exclusivement au sein :

- De l'Espace économique européen ;
- D'un État tiers bénéficiant d'une décision d'adéquation au sens de l'article 45 du RGPD;
- Ou, à défaut, que les transferts résultant de la réalisation des Prestations sont encadrés par des garanties appropriées ou des règles d'entreprise contraignantes au sens des articles 46 et 47 du RGPD, le cas échéant complétées par des mesures supplémentaires visant à garantir qu'il ne pourra pas y être fait échec dans l'État tiers de destination, dans le strict respect de la jurisprudence.

La garantie du titulaire sur ce point doit non seulement couvrir l'hébergement des données, mais également toutes les opérations de traitement réalisées par le titulaire ou par les sous-traitants RGPD ultérieurs auxquels pourraient le cas échéant être confiées certaines opérations de traitement (telles que notamment maintenance, assistance...).

Le titulaire doit ainsi pouvoir garantir que les données traitées ne peuvent pas être rendues accessibles à des destinataires, y compris des autorités administratives ou judiciaires, situés hors de l'Espace économique européen sans que soit respecté le droit applicable, et en particulier le RGPD. Le titulaire détaillera les moyens mis en place pour y répondre.

Notification des violations de données à caractère personnel :

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 48 heures après en avoir pris connaissance et par courriel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier

à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations :

Le titulaire aide le ministère :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

Mesures de sécurité :

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Sort des données :

Au terme de l'exécution du présent marché public, l'acheteur informe le titulaire de sa décision

relative au sort des données. L'acheteur peut demander au titulaire de détruire toutes les données à caractère personnel.

Délégué à la protection des données

Dès la notification du marché public, l'acheteur communique au titulaire le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

Registre des activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, tel que décrit le paragraphe « mesure de sécurité ».

9.12 - Clause de confidentialité

Le titulaire considère comme strictement confidentiels, et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution. Le titulaire s'interdit notamment toute prise de vue (photographie ou vidéo) à l'intérieur des locaux occupés par le ministère sans accord préalable .

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

L'acheteur se réserve également le droit de procéder à toute démarche qui lui paraîtrait utile afin de vérifier le respect de ses obligations tant pas le titulaire que par les sociétés sous-traitantes.

En cas de violation de ces dispositions, l'accord-cadre peut être résilié de plein droit sans indemnité par le pouvoir adjudicateur sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

9.13 - Conflit d'intérêt

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

9.13.1 - Définition du conflit d'intérêts

Le titulaire est en situation de conflit d'intérêts dès lors qu'il a un intérêt de nature économique, commerciale ou personnel pouvant raisonnablement être regardé comme étant de nature à influencer ou paraître influencer l'exécution indépendante, impartiale et objective d'une prestation qui lui est commandée dans le marché.

9.13.2 - Prévention du conflit d'intérêts

Le titulaire s'organise de sorte à éviter tout conflit d'intérêt pour toute la durée du présent marché. Le titulaire choisit le ou les intervenants qui réalisent les prestations, de sorte à éviter tout conflit d'intérêts. Il applique ce même principe lorsqu'un changement d'intervenant est rendu nécessaire.

9.13.3 - Déclaration et communication obligatoire

Le titulaire, dès lors qu'il en a connaissance, déclare sans délai au ministère de la Culture une situation potentielle ou avérée de conflit d'intérêts. Il fournit également tout document nécessaire ou utile, notamment sur demande du ministère de la Culture si un risque de conflit d'intérêt est identifié par le ministère.

Le ministère de la Culture se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire en cas d'absence de déclaration ou de fausse déclaration.

9.13.4 - Conséquence de la présence de conflit d'intérêts

Suite à la déclaration faite par le titulaire ou à la détection par le ministère de la Culture d'un conflit d'intérêts potentiel ou avéré, le titulaire met tout en œuvre pour remédier à cette situation ; il encourt néanmoins les pénalités contractuelles jusqu'à résolution de cette situation.

9.14 - Constatation de l'exécution des prestations et admission

9.14.1 - Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence.

9.14.2 - Vérifications qualitatives et quantitatives

Sauf dérogation expresse, les opérations de vérification sont organisées conformément à l'article 28 du CCAG-PI.

Le délai qui est imparti au pouvoir adjudicateur pour y procéder et notifier sa décision est de quinze (15) jours. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

Les opérations de vérification sont exécutées par le pouvoir adjudicateur, dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG-PI.

L'admission, l'ajournement, la réfaction et le rejet des prestations seront organisés conformément à l'article 29 du CCAG-PI.

9.14.3 - Décision après vérifications

Les décisions après les opérations de contrôle et de vérification sont effectuées en application du CCAG-PI, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

9.15 - Régime des droits de propriété intellectuelle

9.15.1 - Définitions des résultats

En complément de l'article 34 du CCAG-PI, les résultats désignent l'ensemble des livrables identifiés au CCTP.

9.15.2 - Dispositions générales

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG-PI s'appliquent.

Les connaissances antérieures sont entendues comme l'ensemble des éléments antérieurs qui sont utilisés pour réaliser le résultat du marché et dont les droits appartiennent au titulaire ou à l'acheteur ou à un tiers.

Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

A défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure (standard ou non) dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat. Dans cette hypothèse, le titulaire peut choisir de remplacer l'élément concerné à ses frais afin qu'il soit compatible avec le régime des résultats.

S'il est prévu une diffusion des résultats du marché à des tiers, le titulaire s'engage à incorporer aux résultats du marché des connaissances antérieures pouvant être mises à disposition des tiers dès lors que ces connaissances sont indissociables des résultats du marché.

9.15.3 - Régime juridique des résultats

Le présent marché est soumis au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Ces dispositions font l'objet des dispositions complémentaires suivantes.

Le titulaire cède à la DGLFLF avec l'ensemble des garanties de droit et de faits associées, au fur et à mesure de leur réalisation, l'intégralité des droits patrimoniaux et notamment les droits d'exploitation, de reproduction, de diffusion, de traduction de l'ensemble des livrables établis dans le cadre de l'exécution du marché.

L'ensemble des livrables, telle que défini dans le CCTP, pourront être diffusés par la DGLFLF, dans les conditions prévues par le Code des relations entre le public et l'administration, des fins de transparence et d'information du public.

Les parties déclarent expressément que les dispositions du présent article demeureront en vigueur après la cessation du marché, pour quelque cause que ce soit et notamment en cas de rupture dans les conditions prévues à l'article « Résiliation » du présent CCAP.

La cession des droits de propriété intellectuelle est effectuée sans limitation géographique pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle, pour une exploitation par la DGLFLF ou par un tiers, sans restriction.

La présente cession porte sur tous les éléments cédés dans toute version, qu'elle soit achevée ou inachevée.

La DGLFLF reste par ailleurs seul titulaire des droits sur les documents, les données et les informations et fichiers qui pourraient être communiqués au titulaire pour les besoins de l'exécution du marché.

La cession des droits de propriété intellectuelle est comprise dans les prix du marché.

Le titulaire garantit à la DGLFLF l'exercice paisible des droits concédés dans les conditions définies au présent marché et dans celles décrites dans le CCAG-PI.

Par dérogation aux dispositions de l'article 35.2.1 du CCAG-PI, la cession de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle intervient à titre exclusif.

9.16 - Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité. Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu

à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

9.16.1 - Pénalités liées à l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, le titulaire s'expose aux pénalités qui suivent, sans mise en demeure préalable.

Manquement	Pénalité forfaitaire applicable
Non déclaration d'un sous-traitant	80 € par cas constaté et par jour calendaire jusqu'à la totale régularisation
Indisponibilité totale du représentant du titulaire ou de son suppléant plus d'un jour calendaire	50 € par jour calendaire
Absence du représentant du titulaire ou de son suppléant lors de la réunion	100 € par réunion
Non-respect des profils présentés dans l'équipe dédiée présentée dans son mémoire technique	50 € par défaut de profil constaté et par jour calendaire jusqu'à la totale régularisation

Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité :

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, appliquées dans les conditions prévues à l'article 14.1.1 :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

9.16.2 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, lorsque le délai contractuel d'exécution des prestations de chaque phase proposée dans son offre est dépassé, par le fait du titulaire, celui-

ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 100 € par jour calendaire de retard et par bon de commande.

9.16.3 - Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, les pénalités ne sont pas plafonnées.

9.16.4 - Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, par bon de commande, le seuil d'exonération des pénalités est fixé 500 €.

Article 10 - REGIME FINANCIER

10.1 - Forme et contenu des prix

Les prestations sont rémunérées à hauteur des prix unitaires indiqués dans le bordereau des prix unitaires, annexe financière de l'acte d'engagement.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Ces prix comprennent l'ensemble des prestations décrites au cahier des clauses techniques particulières (dont les prestations associées) et, de manière générale, l'ensemble des frais nécessaires à leur réalisation.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent marché ;
- les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site, quel que soit le lieu de déroulement des prestations ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- le suivi contractuel, les réunions et les frais de gestion du marché, ainsi que les différents livrables inhérents au suivi de la convention de mandat de gestion ;
- les assurances ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations. À ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés à l'article dédié du présent CCAP et au chapitre 6 du CCAG-PI ;
- la livraison des produits franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage n'est facturé. Toutes les livraisons sont effectuées en « emballage perdu » ou récupérable ;
- les droits de reproduction et de diffusion sous format numérique d'extraits de publications

ou d'œuvres protégées, dans le respect des dispositions du code de la propriété intellectuelle.

10.2 - Variation des prix

10.2.1 - Périmètres des prix révisés

La révision des prix du marché concerne l'ensemble des tarifs du BPU.

Les prix sont révisables à la hausse comme à la baisse, à la demande du titulaire ou de l'acheteur.

Le titulaire et l'acheteur s'informent de leur volonté de procéder à une variation des prix.

10.2.2 - Déclenchement et fréquence de révision des prix

Les prix unitaires du marché sont révisables dès que 12 mois d'exécution minimum* se sont écoulés à compter de la date de notification du marché pour la 1^{ère} révision, puis ensuite après chaque période d'au moins* 12 mois d'exécution, à compter de la date d'application de la précédente révision des prix.

* NB : la révision des prix étant une faculté, elle sera déclenchée à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, mais pas automatiquement. Cette notion implique dans le présent marché que :

- si une période de plus de 12 mois s'est écoulée depuis la date d'application des prix précédents, la révision portera sur l'intégralité de la période écoulée (13 mois, 14 mois, etc.) au moment de la demande et non pas sur 12 mois choisis au sein de la période écoulée ;
- les prix révisés ne sont pas rétroactifs à compter de leur date de prise d'effet précisée.

Il relève donc de la responsabilité du titulaire et du ministère de communiquer leurs demandes respectives en temps et en heure afin que l'application des nouveaux prix puissent être effectifs dès la période de 12 mois minimum d'exécution écoulée après l'établissement des précédents prix en vigueur.

10.2.3 - Indices/données de référence

L'indice des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – CPF 58.11 – Édition de livres, est utilisé pour la révision des prix.

10.2.4 - Formule de révision

La formule de révision pour obtenir chaque nouveau prix à partir des précédents est la suivante :

$$P_{(n)} = P_{(n-1)} \times (I_{(n)} / I_{(n-1)})$$

Dans laquelle :

$P_{(n)}$ représente le prix unitaire HT nouveau, obtenu après application du calcul de révision ;

$P_{(n-1)}$ représente le prix unitaire HT précédent ;

$I_{(n)}$ représente la dernière valeur disponible de l'indice au jour de la demande de révision et précisée dans la demande ;

$I_{(n-1)}$ représente :

- l'indice du mois zéro de la date limite de remise des offres, uniquement **pour la 1^{ère} révision** ;
- à compter de la seconde révision, la valeur la plus récente disponible de l'indice qui a été utilisée au moment de la formulation de la précédente révision.

La valeur du pourcentage de variation $[(I_{(n)} / I_{(n-1)}) - 1]$ issu de la formule de révision et appliqué aux prix précédents est arrondie au centième près le plus proche.

Les nouveaux prix unitaires sont arrondis au centime d'euro le plus proche.

Le calcul du prix unitaire TTC se fait uniquement sur la base du prix unitaire HT arrondi tel que défini ci-dessus. Le prix unitaire TTC obtenu est également arrondi au centime d'euro le plus proche.

10.2.5 - Communication des demandes de variation des prix

Lorsque le titulaire sollicite le ministère, pour l'application de la clause de variation des prix, le ministère dispose de 1 mois pour vérifier, confirmer et appliquer les nouveaux tarifs. Un éventuel ajournement de la décision du ministère, dûment motivé, suspend le délai de validation des prix.

Le silence de l'Acheteur au-delà d'un délai de 1 mois emporte acceptation tacite des variations de prix proposées.

Le titulaire dispose de 15 jours ouvrés pour prendre acte d'une révision des prix initiée par le ministère, à compter de son annonce par le ministère. Il communique pendant ce délai toute observation contradictoire quant aux nouveaux tarifs proposés.

Le titulaire comme l'acheteur accompagnent leur demande de révision des prix d'un fichier Excel de BPU contenant :

- un onglet avec le nouveau BPU contenant les prix révisés selon les termes du présent CCAP ;
- un onglet avec le précédent BPU pour attester de l'application du bon taux de variation à chaque prix unitaire ;
- un onglet avec le calcul du taux de variation qui mentionne et identifie les valeurs de l'indice de référence nécessaires au calcul de la variation des prix ainsi que le taux de variation obtenu.

Le titulaire communique sa demande de variation des prix exclusivement à la mission ministérielle des achats du ministère de la Culture par mail à l'adresse suivante :

mission-achats.sg@culture.gouv.fr

Il met en copie de sa demande l'interlocuteur métier désigné en réunion de lancement.

Toute erreur d'adressage suspend le délai de validation des prix du ministère.

10.2.6 - Date et période d'application des prix révisés

Les prix révisés et validés par le ministère de la Culture s'appliquent à compter de leur date réelle de prise d'effet convenue entre les 2 parties. Cette prise d'effet intervient en principe entre 10 jours ouvrés et un mois calendaire au maximum à compter de la date de communication de la demande de révision.

Les nouveaux prix s'appliquent uniquement à compter de leur date de prise d'effet pour toute prestation commandée durant leur période de validité. Ils demeurent valables même si la prestation devait se poursuivre après la date d'application d'une autre nouvelle révision.

10.2.7 - Modifications de l'indice de référence

Si un changement du dispositif de calcul de l'indice est signalé par l'entité source, et dans la mesure où le libellé n'est pas consubstantiellement modifié, il est fait usage du tableau de correspondance, obligatoirement fourni par l'entité source, pour poursuivre de manière cohérente la série considérée qui servira à calculer la variation.

Si l'indice de référence est modifié par l'entité source sans correspondance établie avec les données précédentes, la révision des prix est rendue impossible. Le titulaire et l'acheteur conviennent donc par avenant de l'utilisation d'un nouvel indice/d'une nouvelle donnée de référence et des modalités de raccordement avec la valeur de référence précédemment utilisée.

10.2.8 - Clause butoir pour la révision des prix

La variation des prix est limitée à 4 % pour chaque demande annuelle de révision.

10.2.9 - Clause de sauvegarde

Le ministère se réserve le droit de résilier le marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité, dans le cas où une hausse de prix issue de la révision demandée par le titulaire pour une année serait supérieure à 4 %.

La décision de résiliation précise sa date d'effet.

10.3 - Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R.2191-6 et suivants du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

10.4 - Modalités financières

10.4.1 - Répartition des paiements

En application des dispositions de l'article L.2191-4 du Code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du Code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées.

Le montant de l'acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait. La périodicité des acomptes est fixée à 3 mois.

Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce délai est ramené à 1 mois pour les marchés de travaux, et, sur demande du titulaire du marché, pour les marchés de fournitures et de services.

Le paiement des acomptes n'a pas le caractère de paiements définitifs.

10.4.2 - Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du Code de la commande publique. Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du Code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

10.5 - Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

10.5.1 - Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le code du service exécutant ;
- la référence du marché ;
- le numéro d'EJ Chorus du marché figurant sur l'acte d'engagement ;
- le numéro d'EJ Chorus du bon de commande ;
- la date ou durée d'exécution des prestations ;
- le numéro ordre de service le cas échéant ;
- la désignation et la quantité de chaque prestation réalisée ;
- le prix unitaire hors taxes de chaque prestation réalisée ;
- la date de livraison et/ou d'exécution des prestations ;
- le montant hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le numéro de SIREN ou SIRET du titulaire ;
- les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement.

10.5.2 - Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

10.5.3 - Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

10.5.4 - Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire doit utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr>

aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

10.6 - Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

À l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du Code de la commande publique ;
- justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un acte modificatif signé par les deux parties.

La durée de cette modification est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles.

Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'acte modificatif.

La modification conclue sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

10.7 Stipulations relatives au mandat de gestion

10.7.1 - Contexte

Raison de l'externalisation :

Il est précisé qu'une convention de mandat de gestion sera établie entre le titulaire du marché et le ministère en cohérence avec les principes énoncés dans le CCAP en amont du démarrage de la prestation. Cette convention sera formalisée conformément à l'article 40 de la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises. En application du III de cet article, le décret n°2017-380 du 22 mars 2017 fixe les modalités comptables et financières permettant à l'Etat de confier, par convention de mandat, le maniement des deniers publics à un organisme public ou privé.

La convention a pour objet la recherche et l'acquisition d'iconographies et de visuels, ainsi que l'obtention de leurs droits d'exploitation, pour illustrer les éditions du Rapport au Parlement sur la langue française, sur une durée totale de trois ans. Elle vise à sécuriser la réalisation de cette prestation, en précisant le rôle confié au titulaire, ainsi qu'à encadrer sa gestion financière pour sa transparence comptable.

Prestations attendues du titulaire :

Les prestations concédées comprennent :

- la recherche et la sélection des visuels (*photographies, images numériques, illustrations, reproductions d'œuvre, ...*) selon les critères définis par le ministère ;
- la négociation des conditions financières et juridiques d'acquisition et de d'exploitation des visuels (*supports autorisés, durée, territoire, exclusivité ou non, mentions obligatoires, ...*), conformément au code de la propriété intellectuelle ;
- l'obtention des licences et autorisations nécessaires, notamment droits de reproduction, droits de représentation, droits de diffusion numérique (internet réseaux sociaux) et droits d'archivage, pour les usages souhaités du ministère ;
- la gestion administrative et comptable de l'acquisition et d'exploitation des visuels ;
- la prise en charge, sous le contrôle et avec l'autorisation écrite préalable du ministère, des frais liés à l'acquisition ou de la licence d'utilisation des visuels dans la limite d'une enveloppe annuelle ; le reliquat de l'enveloppe annuelle non dépensé n'étant pas reportable sur l'enveloppe de l'année suivante.

Mode de gestion budgétaire et comptable :

Disposition financières – mise à disposition des fonds par le ministère de la Culture :

Le montant annuel prévisionnel des dépenses (rémunération du titulaire incluse) peut être évalué 8 000 € TTC par an, soit de 24 000 € TTC sur la durée totale du marché.

En application de l'article 40 de la loi du 20 décembre 2014, « l'Etat, ses établissements publics, les groupements nationaux d'intérêt public et les autorités publiques indépendantes peuvent, après avis conforme de leur comptable public et par convention écrite, confier à un organisme public ou privé l'encaissement de recettes ou le paiement de dépenses ». Le titulaire du marché aura donc à gérer des fonds publics au nom, pour le compte et à la place du comptable public ministériel. La convention de mandat de gestion qui sera fixée après notification du marché, en précisera les termes.

Le ministère et le titulaire établissent annuellement un budget prévisionnel (net des frais de gestion) pour l'acquisition de visuels et l'obtention de leurs droits d'exploitation dans le cadre de la réalisation du *Rapport au Parlement sur la langue française*.

Sur la base de ces prévisions, le ministère procède chaque année au versement de deux avances :

- La première en début de gestion (année civile) représentant 60 % du budget total prévisionnel susmentionné ; elle s'effectuera sur présentation d'un document renvoyant à cette convention de mandat et rappelant le montant du budget prévisionnel de l'année.
- La seconde en milieu de gestion représentant 30 % du budget total prévisionnel susmentionné net des frais engagés en milieu de gestion ; elle s'effectuera sur présentation d'un document renvoyant à cette convention de mandat et

rappelant le montant du budget prévisionnel de l'année et le montant de la 1^{ère} avance versée.

Les frais de gestion dus au mandataire sont facturés distinctement dans les conditions prévues au marché public.

Les crédits seront mis à disposition du titulaire sur les coordonnées bancaires transmises au moment de la remise de son offre.

Il est expressément convenu que le paiement des dépenses d'acquisition des visuels pour le compte du ministère de la Culture est réalisé par le titulaire dans la limite des fonds reçus.

Le comptable assignataire est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel auprès du ministère de la Culture (CBCM).

Rémunération du titulaire et frais de gestion :

La rémunération du titulaire est effectuée conformément au BPU.

Procédure relative aux indus et frais de recouvrement :

Les indus résultant des paiements sont à la charge du titulaire, qui en assure la récupération à ses frais par tout moyen. Ils doivent être communiqués pour information au ministère de la Culture à chaque demande de renouvellement de l'avance.

Rapports de gestion et rapport comptable

Le marché comprend la réalisation de deux types de rapports :

- Un rapport de gestion (1)
- Un rapport comptable (2)

Le titulaire présente un rapport de gestion, chaque semestre, dont les éléments attendus sont détaillés dans le CCTP. A la fin de chaque phase de paiement, le titulaire remet au ministère de la Culture un rapport comptable (2).

Intégration des dépenses dans les comptes de l'Etat

Avant intégration dans ses comptes, le comptable assignataire du ministère de la Culture contrôle les opérations exécutées par le titulaire.

Pièces justificatives à fournir au ministère de la Culture

Réconciliation annuelle des comptes au 31 décembre

Le titulaire et le ministère de la Culture effectuent en fin d'année civile le rapprochement entre leur comptabilité respective afin de s'assurer de leur cohérence. Ces travaux de réconciliation conditionnent le versement de la prochaine avance.

Lorsqu'au 31 décembre, le solde est positif, il est reporté de plein droit sur l'exercice suivant jusqu'à expiration du marché, au-delà, il fait l'objet d'un titre de reversement.

Clôture des comptes

Au terme du marché, le titulaire reverse le solde de des avances non employée au ministère de la Culture. En l'absence de reversement spontané dans le délai d'un mois, le ministère de la Culture émettra un titre de perception à l'encontre du mandataire pour recouvrement par toute voie de droit.

Contrôles

Les opérations de contrôle ont pour finalité de constater, le cas échéant, la réalité ou l'existence d'un bien ou d'un service correspondant à chaque dépense, la réalité du paiement de la dépense et la conformité de l'opération aux conditions fixées par le présent CCAP.

Le ministère de la Culture se réserve les prérogatives de contrôle suivantes :

Contrôle sur place : le titulaire doit tenir à disposition du ministère de la Culture l'ensemble des informations nécessaires à son contrôle, sous quelque forme qu'elles soient entreposées ;

Contrôle sur pièce : le titulaire doit communiquer une copie informatique au ministère de la Culture de l'ensemble des informations demandées pour son contrôle, sous quelque forme qu'elles soient entreposées.

Article 11 - DISPOSITIONS DIVERSES

11.1 - Échanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique.

11.2 - Langue pour les documents administratifs

Le titulaire emploie la langue française :

- dans sa communication orale dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché (y compris dans les réunions, les groupes de travail, etc.) ;
- dans la rédaction des documents.

Il ne peut utiliser ni expression ni termes étrangers lorsqu'il existe une expression ou un terme français de même sens approuvés dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires relatives à l'enrichissement de la langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

11.3 - Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 joint dans le dossier de consultation des entreprises ou équivalent.

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du Code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

À défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du Code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement. Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

11.4 - Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Si un groupement d'entreprises contracte l'accord-cadre, chaque co-traitant doit souscrire sa propre assurance.

Les sous-traitants doivent également justifier d'une assurance garantissant leur responsabilité à l'égard des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie, dans un délai de 15 jours à compter de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

11.5 - Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Ces documents sont transmis par le titulaire : <http://www.e-attestations.fr>

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du Code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du Code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

11.6 - Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la commande publique.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

11.7 - Exécution aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire dans les conditions énumérées à l'article 27 du CCAG-PI.

11.8 - Différends

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution. L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

11.8.1 - Principes communs au règlement amiable des différends

Rappels quant aux processus de règlement amiable des différends :

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement amiable des différends. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs. À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions :

Conformément au Code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur interne ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics. Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

Confidentialité :

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le Code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations.

Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles.

Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

11.8.2 - Possibilité de recourir au médiateur interne du ministère de la Culture

En cas d'échec des négociations directes engagées entre les parties au présent marché, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de la Culture à l'adresse suivante :

sg-mediateur-fournisseurs@culture.gouv.fr

Ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

M. le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de la Culture,
182, rue Saint-Honoré
75001 Paris

Attention, le médiateur interne du ministère de la Culture n'intervient que pour les différends entre le(s) titulaire(s) du marché et le ministère.

Modalités de saisine du médiateur interne :

La saisine du médiateur interne du ministère de la Culture doit comporter :

- le nom de l'entreprise à l'origine de la demande ;
- son numéro de SIRET ;
- l'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s) ;
- l'objet de sa sollicitation ;
- le service concerné au sein du ministère de la Culture ;
- les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le médiateur interne se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur interne sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le médiateur interne envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

Durée de la médiation :

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le médiateur interne dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L.213-6 du Code de justice administrative.

11.8.3 - Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au médiateur des entreprises

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du Code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est :

Direction des affaires juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public
1C - Bâtiment Condorcet
6, rue Louise Weiss - Télédéc 353
75703 PARIS Cedex 13.

11.8.4 - Juridiction compétente

Le présent marché public est régi par le droit français.

Conformément à l'article R.312-11 du Code de justice administrative, le tribunal territorialement compétent pour le règlement des litiges est celui du lieu d'exécution de l'accord-cadre, à savoir :

Tribunal administratif de Paris

7, rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Le candidat peut saisir le tribunal administratif compétent de manière dématérialisée par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet citoyens.telerecours.fr

Article 12 - DÉROGATIONS AU CCAG-PI

Sauf les dispositions contraires, les dispositions du CCAG-PI s'appliquent. Le présent article prévoit les dérogations au CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-PI, l'éventuelle omission d'une dérogation au CCAG-PI au sein du présent article ne s'oppose pas à l'application de ladite dérogation, dans la mesure où cette dernière figure dans le présent cahier des clauses particulières, qui prévaut sur le CCAG en cas de contradiction, conformément à l'article 2 ci-avant :

Article du CCAP	Article du CCAG concerné	Commentaire
9.1	3.4 - Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire	Modalités de remplacement des intervenants
9.2	13.3.2 - Prolongation du délai d'exécution	Délais d'exécution
9.4	3.7.2 - Bons de commande	Délai pour formuler des observations sur les bons de commande

9.14	35.2.1 - Droits de l'acheteur	Cession de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle à titre exclusif
9.15	14 - Pénalités	Application des pénalités de plein droit
9.15	14.1 - Pénalités	Modification de la méthode de calcul du montant des pénalités
9.15	14.1.2 - Pénalités	Modification du plafond appliqué aux pénalités
9.15	14.1.3 - Pénalités	Modification du seuil d'exonération des pénalités
11.6	40 – Résiliation pour motif d'intérêt général	Absence du droit à une indemnité de résiliation pour motif d'intérêt général
12	1.2 – Champ d'application	Omission d'une dérogation au CCAG-PI